



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B(S-XIX)/PREP/3
13 mars 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

**RAPPORT DE LA DEUXIÈME RÉUNION D'EXAMEN
À MI-PARCOURS**

Genève, 25 février-1^{er} mars 2002

TABLE DES MATIÈRES

| <u>Chapitre</u> | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| I. Déclarations liminaires | 2 |
| II. Examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental | 3 |
| III. Bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok | 4 |
| IV. Débats interactifs et dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence..... | 5 |
| V. Questions d'organisation | 6 |
| Annexe | |
| Participation..... | 8 |

Chapitre I

DÉCLARATIONS LIMINAIRES

1. Le représentant du **Bangladesh**, s'exprimant au nom des **pays les moins avancés**, a jugé essentiel que le Plan d'action de Bangkok soit intégralement appliqué et a réaffirmé l'adhésion sans réserve des PMA aux principes qui y étaient énoncés.
2. À la fin de la première réunion d'examen à mi-parcours, la création du Bureau du Haut-Représentant à New-York avait, semble-t-il, donné lieu à une certaine confusion. En fait, les fonctions du Bureau étaient complémentaires de celles de la CNUCED: le premier était chargé de la coordination à l'échelle du système, de la sensibilisation et de l'information tandis que la deuxième continuerait de réaliser les travaux analytiques et techniques dont les PMA avaient besoin. L'Assemblée générale avait souligné que les attributions de la CNUCED devaient être renforcées, ce qui correspondait au souhait des PMA.
3. Nombreux étaient ceux qui pensaient qu'au cours de l'examen de la mise en œuvre du Plan d'action de Bangkok, la CNUCED devrait accorder une attention particulière à deux événements survenus depuis la dixième session de la Conférence, à savoir la troisième Conférence des Nations Unies sur la PMA et la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha. À cet égard, il était clairement stipulé dans le Plan d'action de Bangkok que les PMA devraient bénéficier en priorité de l'assistance de la CNUCED.
4. Concernant les activités futures de la CNUCED, les PMA n'avaient pas réussi à tirer parti des concessions accordées par leurs partenaires de développement au cours de la dernière décennie, souvent peut-être parce qu'ils n'en avaient pas connaissance. Cette lacune devait être comblée. Le Programme d'action en faveur des PMA pour la décennie 2001-2010 et les résultats de la Conférence ministérielle de Doha contenaient plusieurs engagements et clauses de l'«effort maximal». La CNUCED pourrait les analyser, les recenser et étudier comment les concrétiser, ce qui aiderait les PMA à comprendre la nature des avantages qui leur étaient offerts.
5. Dans le document E/2001/CRP.5 daté de juillet 2001, la CNUCED avait résumé les avantages théoriques que conférait l'appartenance au groupe des PMA du point de vue des handicaps structurels de ces derniers, mais avait souligné la nécessité d'analyser les avantages réels que les pays concernés en avaient retiré. Elle devrait réaliser cette étude dès que possible.
6. Enfin, il fallait espérer que, dans le cadre de l'examen du mécanisme intergouvernemental, une solution serait trouvée au problème du financement de la participation d'experts et que le secrétariat proposerait des recommandations sur la transformation du comité de session du Conseil en comité permanent.

Chapitre II

EXAMEN DE L'EFFICACITÉ ET DU FONCTIONNEMENT DU MÉCANISME INTERGOUVERNEMENTAL

(Point 2 de l'ordre du jour)

Séances informelles

7. Ce point a été examiné en séances informelles.

Séance plénière de clôture

8. À la séance plénière de clôture, le 1^{er} mars 2002, le représentant de la **République dominicaine**, parlant en sa qualité de Président pour le thème de l'examen à mi-parcours relatif au mécanisme intergouvernemental, a dit que les travaux s'étaient appuyés sur le projet informel, daté du 29 janvier et issu de la première réunion d'examen à mi-parcours. Des progrès avaient été accomplis, comme en témoignait un document informel daté du 1^{er} mars 2002, mais il restait encore beaucoup à faire. Un certain nombre de délégations avaient estimé que des consultations informelles devraient avoir lieu avant la troisième réunion d'examen à mi-parcours, qui devaient être ouvertes et transparentes, et donner des résultats témoignant d'une prise en compte équilibrée des différents intérêts.

9. Le **Président** a dit qu'il avait l'intention de mener à bien les travaux de la vingt-huitième réunion directive du Conseil en deux jours au lieu de trois, c'est-à-dire les 12 et 13 mars 2002, ce qui libérerait le 11 mars pour des consultations informelles sur le mécanisme intergouvernemental.

Décision du Conseil

10. Le Conseil a décidé de convoquer des consultations informelles sur le mécanisme intergouvernemental le 11 mars 2002.

11. Le représentant de la **République dominicaine**, parlant en sa qualité de Président pour le thème de l'examen à mi-parcours consacré au mécanisme intergouvernemental, a demandé aux délégations de soumettre aussitôt que possible des propositions écrites de modifications à apporter au document informel. Il a également invité les groupes régionaux à se réunir avant le 11 mars en vue de faciliter un accord.

Chapitre III

BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL ADOPTÉS DANS LE PLAN D'ACTION DE BANGKOK

(Point 3 de l'ordre du jour)

12. Pour l'examen de ce point, les participants étaient saisis du document suivant:

«Évaluation du programme pour 2000-2001: Note du secrétariat de la CNUCED»
(TD/B(S-XIX)/L.1).

Séances informelles

13. Ce point a été examiné en séances informelles.

Séance plénière de clôture

14. La représentante du **Royaume-Uni**, parlant en sa qualité de Présidente pour le thème de l'examen à mi-parcours consacré au bilan, a dit que les sous-programmes 9.3, 9.4 et 9.5 avaient été examinés à la deuxième réunion. Un avant-projet rendant compte des discussions serait distribué dans la semaine du 11 mars pour observations et modifications, à temps pour la troisième réunion d'examen à mi-parcours. Concernant l'enquête de lectorat, les États qui ne l'avaient pas encore fait étaient invités à envoyer leurs réponses avant le 8 mars. La troisième réunion d'examen à mi-parcours serait essentiellement consacrée aux conséquences pour la CNUCED des résultats de la Conférence internationale sur le financement du développement, à l'examen interne par le secrétariat des procédures de coopération technique, et à l'établissement du résultat final de l'examen du bilan.

Chapitre IV

DÉBATS INTERACTIFS ET DIALOGUE DIRECTIF DANS LE CONTEXTE DES PERSPECTIVES ET DES ENJEUX DÉCOULANT DES CHANGEMENTS SURVENUS DEPUIS LA DIXIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE

(Point 4 de l'ordre du jour)

15. Le représentant de la **Thaïlande**, parlant en sa qualité de Président pour le thème de l'examen à mi-parcours consacré aux débats interactifs et au dialogue directif, a dit que les résultats de l'examen des deux autres thèmes – mécanisme intergouvernemental et bilan – alimenteraient directement les débats à Bangkok. À ce sujet, le secrétariat rédigeait actuellement une note thématique qui devrait pouvoir être distribuée à toutes les délégations début mars, en suite de quoi une réunion de consultation serait organisée pour recueillir les observations des délégations, ce qui permettrait de définir le contenu des tables rondes en fonction des intérêts des délégations. Les préparatifs matériels à Bangkok se poursuivaient de façon satisfaisante, et un dossier d'information avait été établi par le Gouvernement thaïlandais, qui serait distribué à toutes les délégations par le secrétariat.

Chapitre V

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la réunion

16. La deuxième réunion d'examen à mi-parcours a été ouverte le 25 février 2002 au Palais des Nations, à Genève, par M. Ali Said Mchumo (République-Unie de Tanzanie), Président du Conseil.

B. Bureau

17. Le Bureau – élu à la quarante-huitième session du Conseil – était le suivant:

Président: M. Ali Said Mchumo (République-Unie de Tanzanie)

Vice-Présidents: M. Iouri Afanassiev (Fédération de Russie)

M. Toufik Ali (Bangladesh)

M. Federico Alberto Cuello Camilo (République dominicaine)

M. Douglas M. Griffiths (États-Unis d'Amérique)

M^{me} Eleanor M. Fuller (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M. Virasakdi Futrakul (Thaïlande)

M. Nathan Irumba (Ouganda)

M. Toshiyuki Iwado (Japon)

M. Kalman Petocz (Slovaquie)

M. Jacques Scavee (Belgique)

Rapporteur: M. Federico Perazza Scapino (Uruguay).

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

18. À la séance d'ouverture, l'ordre du jour suivant a été adopté:

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
2. Examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental
3. Bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok

4. Débats interactifs et dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport.

D. Adoption du rapport

19. À la séance plénière de clôture, le 1^{er} mars 2002, le Conseil a adopté le projet de rapport de la deuxième réunion d'examen à mi-parcours (TD/B(S-XIX)/PREP/L.2), sous réserve des modifications qui pourraient être apportées au résumé des déclarations, et a autorisé le Rapporteur à établir la version finale du rapport en y incorporant le compte rendu des travaux de la séance plénière de clôture.

Annexe

PARTICIPATION*

1. Les États membres de la CNUCED ci-après étaient représentés à la réunion:

| | |
|--------------------------------|--|
| Afrique du Sud | Italie |
| Allemagne | Jamahiriya arabe libyenne |
| Angola | Japon |
| Arabie saoudite | Kenya |
| Argentine | Koweït |
| Autriche | Lesotho |
| Bangladesh | Lettonie |
| Bélarus | Luxembourg |
| Belgique | Madagascar |
| Bénin | Malaisie |
| Bhoutan | Malte |
| Bolivie | Maroc |
| Brésil | Maurice |
| Bulgarie | Népal |
| Burundi | Nicaragua |
| Chine | Nigéria |
| Colombie | Oman |
| Costa Rica | Ouganda |
| Croatie | Panama |
| Cuba | Paraguay |
| Danemark | Pays-Bas |
| Égypte | Pérou |
| Équateur | Philippines |
| El Salvador | Portugal |
| Espagne | République de Corée |
| États-Unis d'Amérique | République dominicaine |
| Éthiopie | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord |
| Fédération de Russie | Sénégal |
| Finlande | Singapour |
| France | Slovaquie |
| Gabon | Sri Lanka |
| Grèce | Suisse |
| Haïti | Thaïlande |
| Honduras | Trinité-et-Tobago |
| Inde | Tunisie |
| Indonésie | Venezuela |
| Iran (République islamique d') | Viet Nam |
| Irlande | |

* La liste des participants porte la cote TD/B(S-XIX)/PREP/INF.2.

2. Les États membres de la CNUCED ci-après étaient représentés en qualité d'observateurs:

Botswana
Saint-Siège.

3. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la réunion:

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
Fonds commun pour les produits de base
Ligue des États arabes.

4. Les institutions spécialisées et organisations apparentées ci-après étaient représentées à la réunion:

Fonds monétaire international
Organisation mondiale du commerce.

5. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme était représenté à la réunion.

6. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées:

Catégorie générale

Organisation internationale de perspective mondiale.

Catégorie spéciale

International Multimodal Transport Association.
